

# L'AVIS OUVRIER

N°6

## MICHELIN, AUCHAN, TRANSDEV, RATP... L'EURO-CAPITALISME DÉTRUIT L'INDUSTRIE ET LES SERVICES PUBLICS EN FRANCE

Ce 5 novembre 2024, l'annonce du licenciement prévu de 2389 salariés chez Auchan et celle du projet de fermeture des sites Michelin de Cholet et Vannes d'ici 2026 révèlent l'ampleur des destructions d'emplois dans l'industrie et la grande distribution. Ces décisions s'inscrivent dans une logique de rentabilité imposée par les politiques euro-capitalistes qui favorisent les délocalisations, les privatisations et la marchandisation des services publics.

### L'emploi et le « produire en France » en crise

Auchan, après avoir enregistré une perte de près d'un milliard d'euros en 2024, a annoncé la suppression de plus de deux mille emplois dans le cadre d'un plan de licenciement massif visant à « redresser sa situation ». À Michelin, la fermeture des usines de Cholet et Vannes d'ici 2026 entraînera la perte de 1 254 emplois. Ces deux cas illustrent une logique purement capitaliste qui privilégie les profits à court terme, sans égard pour les travailleurs, l'emploi, ou la pérennité industrielle du pays.

### La privatisation des services publics : Transdev et RATP en ligne de mire

Parallèlement, la privatisation à venir de Transdev et des centres bus de la RATP marque une étape supplémentaire dans la marchandisa-

tion des services publics de transport. Le groupe Transdev, bientôt cédé en grande partie à des acteurs privés, et la RATP, dont les centres bus pourraient être attribués à des opérateurs privés, subissent les effets des diktats capitalistes de l'Union européenne, qui favorisent la « concurrence » au détriment de la qualité des services et des conditions de travail.

### L'Union européenne, responsable de cette dévastation

Ces privatisations et fermetures d'usines sont les conséquences directes des politiques économiques imposées par l'Union européenne, favorisant les intérêts capitalistes et la concurrence entre les plus gros monopoles qui se jettent à détruire progressivement l'industrie nationale, les emplois et les services publics en France.

Il est donc urgent de remettre en question cette « adhésion » forcée à l'Union européenne. Pour sauver l'industrie, les services publics et les emplois en France, il est nécessaire de défendre le « produire en France » et de se mobiliser contre ces privatisations, tout en exigeant une sortie de l'Union européenne, seul moyen de reconquérir notre souveraineté économique et sociale, autrement dit, notre indépendance nationale.

Les militants de la CGT, mais aussi d'autres organisations syndicales qui éditent ce bulletin sont proches, pour certains, du Pôle de Renaissance Communiste en France et le revendiquent fièrement. D'autres sont sans attache partisane particulière mais TOUS constatent que loin d'avoir appris du dernier congrès de la CGT, de la défaite qu'a subie le monde du travail sur les retraites et du choix désastreux de cautionner l'euro-réformiste Laurent BERGER et son « dialogue social » bidon avec Macron, les confédérations syndicales dites « de lutte », y compris la CGT, continuent d'accompagner la « construction européenne » qui détruit notre pays, nos salaires, nos conquêtes sociales, notre industrie, notre agriculture et nos services publics.

**Dans l'intérêt même de la CGT, du syndicalisme de CLASSE et du monde du travail,  
FAISONS ENTENDRE ET DIFFUSONS L'AVIS OUVRIER !**